

Chapitre 6

Informel de survie et informel de compétition*

Nous proposons de distinguer informel de survie et informel de compétition, informel masculin et informel féminin. Le premier recouvre toutes les petites activités des laissés pour compte des « naufragés de la planète » (Latouche, L 1991). Le second englobe ce que nous appelons informel de compétition dans la mesure où, il essaie de tourner les entraves bureaucratiques et économiques de toutes sortes pour être « compétitif » sur le marché interne. L'informel en Algérie comprend des activités d'importation, de distribution et de production de biens mais aussi de change de la monnaie.

Introduction

L'économie informelle constitue un pan important des activités économiques en Algérie. Malgré son aspect grandissant, elle reste finalement peu connue et surtout peu analysée, car fortement récusée sous la prégnance du paradigme de l'emploi salarié, (public de préférence). Elle reste trop souvent assimilée (uniquement ?) à la fraude, au *trabendo*, à la spéculation et donc condamnée, plus pour des considérations « morales » qu'économiques.

Or, si elle présente aussi ces aspects, elle ne s'y réduit pas, nous semble-t-il. Il y a peu de travaux de terrain, et de surcroît (lorsqu'ils existent), ils sont peu diffusés. Cependant, sous le même vocable.

- (1) On « range » des réalités bien différentes, d'une hétérogénéité extrême et qui n'ont ni le même poids ni la même signification du point de vue économique.
- (2) On fait l'impasse sur le type d'économie et le contexte dans lequel il s'insère.

* Communication présentée au Congrès International portant sur l'Informel – Université de Tlemcen. Alger, février 2000. (Publié dans la revue de l'Université de Tlemcen).

- (3) Il s'ensuit que la nature-même de l'informel peut changer radicalement de signification. Ceci nous semble être le cas de l'Algérie depuis le Programme d'Ajustement Structurel. (1994) et la libéralisation de plus en plus accélérée de l'économie.

Dans cette communication, nous essaierons plus de soulever quelques questions de méthode que d'apporter des réponses à des phénomènes complexes, disparates et qui, par définition, échappent à toute mesure. (Mais est ce toujours l'aspect le plus important ?). Nous structurerons notre intervention en deux parties.

L'informel : quel informel ?

Les premiers travaux sur l'informel ont été réalisés dans des pays pauvres d'Afrique subsaharienne. Un certain nombre de critères ont été énoncés pour cerner une réalité (voire des réalités) qui échappe à l'économie – standard de marché, des pays développés. Depuis lors, beaucoup de travaux théoriques et empiriques ont été réalisés dans plusieurs pays qui montrent que nous avons affaire à des réalités différentes, pas toujours semblables, encore moins assimilables.

Il en résulte que l'informel est éminemment *une catégorie fourre-tout*. C'est souvent, repris sous une forme élargie et quelque peu différente, le « tertiaire » des pays sous-développés. Mais, il ne s'y réduit pas et souvent, il prend un contenu très extensif.

Pour ne pas être victime de contresens, pour ne pas avoir de faux débats et surtout pour avancer dans la compréhension du phénomène, il nous semble utile de procéder à des caractérisations et à des typologies pour savoir de quoi l'on parle et pour saisir, éventuellement, l'importance du phénomène non pas uniquement du point de vue quantitatif, mais du point de vue de la logique de fonctionnement d'une économie déterminée, à une période précise.

Une ébauche de typologie

L'informel prend des formes et des contenus différents :

Selon le type d'économie

L'informel des économies administrées, centralisées, n'est pas semblable à celui qui prévaut dans des économies décentralisées de marché. De même, celui des pays sous-développés et des pays développés (dans ce cas il est appelé travail au noir), n'est pas identique.

Selon le contexte économique

Il en est de même en fonction du niveau d'activité : selon que l'on soit en période de forte croissance et/ou d'excès de demande, soit en période de récession, de chômage et de baisse drastique des revenus, l'informel ne prend alors pas les mêmes visages et les mêmes contenus.

Selon la nature des activités économiques auxquelles il renvoie

Il y a alors les :

- activités de *production* : Il faut préciser lesquelles et pour quels types de marché et donc de demande. S'agit-il d'un marché interne ou du marché externe ? S'agit-il de s'adresser uniquement aux catégories démunies et donc à faible pouvoir d'achat, faiblement solvables ou le contraire ?
- activités de *circulation des marchandises* : soit sur le plan interne (commerce), soit sur le plan externe : importation et exportation de marchandises, en dehors des circuits officiels. Bien que moins connue, l'exportation informelle existe en Algérie (de bestiaux, de carburant et, pendant longtemps de produits importés et subventionnés, objet des marchés réglementés) ;
- activités de production des *services* et en particulier des services personnels ;
- activités de *circulation et de change de la monnaie*, qui bien entendu accompagne des activités réelles: tant sur le plan interne avec l'importance de la monnaie fiduciaire (confiance, connaissance, proximité et procédures sociales de règlement à l'amiable des différends) que sur le plan externe : change au parallèle en liaison avec des opérations d'importation (soit formelles soit informelles), de tourisme et de sortie du territoire national de façon plus générale (Hadj, 'Omra, voyage).

Selon le lieu où il s'effectue

L'informel à domicile en Algérie, est essentiellement du travail féminin. C'est une survivance des activités domestiques, de petite production marchande, anciennes et nouvelles versions, mais il peut être aussi masculin.

Selon la logique qui l'anime

Nous identifions au moins quatre types de logique à l'œuvre à la base de l'informel qui peuvent en fait se réduire à deux types d'économie.

- (1) L'économie administrée avec :
 - L'informel de l'économie de la pénurie.
 - L'informel des détenteurs de places et producteurs de statuts de rentes de situation ;
- (2) L'économie de marché avec :
 - L'informel de survie : les petits boulots à la sauvette.
 - L'informel comme résultat de la segmentation de la demande.

Dans le second cas, l'ensemble de ces processus d'informalisation, si nous excluons les actes délictueux des agents économiques qui s'activent dans le secteur public tels qu'analysés par Bounoua (2002) traduit au moins deux phénomènes :

- l'incapacité de l'économie à créer un nombre suffisant d'emplois, et donc à intégrer l'ensemble de la population active au travail ;
- cette incapacité résulte elle-même de l'imposition de normes juridiques, économiques, sociales au fonctionnement du marché du travail et de l'entreprise, « transplantées » « copiées » de pays développés, dans un contexte de sous-développement, et donc appliquées hors contexte.

D'un informel à un autre en Algérie

Une montée saisissante de l'informel en Algérie

On enregistre ces dernières années une montée saisissante de l'informel en Algérie, qui va de pair avec une montée du chômage non moins importante. En effet, le taux de chômage, après avoir atteint son niveau le plus bas en 1979, ne cesse de monter. Selon les sources, il se situe soit entre 28 pour cent et 30 pour cent, soit à 44 pour cent (Recensement de 1998).

Il est donc massif. Il touche essentiellement des catégories jeunes, instruites... mais pas *véritablement formées professionnellement* et ayant des prétentions salariales alignées sur les périodes précédentes, et même plus, parfois. Cependant, les chiffres publiés divergent quant à l'importance quantitative exacte des activités informelles. En toute hypothèse, elle est très forte.

- Si l'on en croit les déclarations de l'actuel Ministre de la protection sociale, rapportées par la presse, un travailleur sur trois travaille au noir en Algérie. Mais il ne précise pas la base à partir de laquelle il aboutit à un tel pourcentage (population active, emploi total...).
- Si l'on se base sur une étude récente de la structure de l'emploi portant sur ces trois dernières années (Ihaddaden 2000), il semble que ce dernier ne représente au contraire que 19 pour cent de l'emploi, en 1999, soit à peu près le cinquième de l'emploi total, tandis que le taux de chômage atteint 29,2 pour cent. De plus, il est à peu près certain qu'une partie des chômeurs, active épisodiquement dans l'informel.

Le chômage enregistré contient certainement lui-même une certaine dose (indéterminée) d'activités informelles: une partie de ceux qui se déclarent au chômage, se livrent épisodiquement à des activités informelles. Taux de chômage explosif et taux d'informalisation important constituent des caractéristiques fortes de la décennie 90. Ils semblent constituer la rançon des ajustements macro-économiques refusés pendant trop longtemps, en situation de surendettement et « d'algerian disease » (Benabdellah 1999) c'est-à-dire de spirale et d'articulation perverse de la rente et de la dette.

En effet, l'échec du modèle industriel autocentré et en particulier l'incapacité du secteur industriel de s'endogénéiser et de prendre la relève des hydrocarbures

dans le financement de l'économie algérienne et le remboursement de la dette contractée pour financer sa mise en place, fortement capitalistique, produit le blocage et l'asphyxie financière de cette dernière.

Un informel qui a changé de nature

L'informel le plus visible, le plus important et le plus significatif de l'économie algérienne nous semble avoir fondamentalement changé de nature au tournant des années 90 précisément, et ne concerne plus, ou pas totalement, les mêmes catégories sociales. C'est ainsi que l'on peut délimiter deux périodes distinctes

D'abord l'informel typique de l'économie administrée

Durant cette première période, l'économie algérienne est fortement administrée. Quelques caractéristiques majeures, tant du point de vue du fonctionnement de l'économie centralisée que du contexte économique global explique la nature et les particularités de cet informel. Le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur se traduit par :

- l'importation privilégiée de biens d'équipement et de biens intermédiaires destinés au secteur public industriel ;
- l'importation d'une fraction importante des « biens-salaires », (au sens ricardien) , c'est-à-dire de produits alimentaires de base, subventionnés, dans le cadre de marchés réglementés et donnant lieu à un système de prix distordus. Cette politique a provoqué suite à leur importation massive, « une facture alimentaire » importante, (qui perdure) auxquelles il faut ajouter les produits pharmaceutiques, qui font l'objet d'un marché qui s'apparente à ceux de ces derniers. Ils absorbent une fraction importante des ressources procurées par les exportations d'hydrocarbures et l'endettement quand ces derniers n'y suffisent pas ;
- une économie qui enregistre des taux de croissance positifs et relativement élevés. Ils se traduisent par des revenus en particulier salariaux importants et distribués de façon relativement équitable ;
- une partie des revenus distribués, en particulier par le biais du budget de l'Etat, correspond à une redistribution de la rente pétrolière ;
- la demande globale en produits finals. (Biens de consommations industriels) excède de façon forte et structurelle l'offre globale de ces biens (production+importation) ;
- le taux de chômage est relativement faible.

Il y a alors mise en place d'une économie de la pénurie au sens de Kornai en situation d'abondance de ressources. Deux types d'informel semblent caractéristiques de cette première période. Ils constituent alors les deux segments principaux de régulation de l'économie rentière et administrée :

- le « trabendo » a une fonction d'importation complémentaire mais parallèle à l'importation officielle de biens. Il pourvoit le marché en certains biens importés, de façon illégale, destinés aux ménages en général. Soit que ces biens ne sont pas du tout importés par les canaux officiels ou pas en adéquation avec la demande (habits féminins, cosmétiques, chaussures). C'est l'économie de « cabas ». Soit que ces biens ne *sont pas* importés en quantités suffisantes, et que se manifestent alors beaucoup de ruptures de stocks pour des produits normalement importés (pièces de rechange par exemple). Il est destiné à (ou est le fait des entreprises) ;
- au delà du « trabendiste » patenté qui travaille seul ou en réseaux, et qui peut être du genre masculin comme du genre féminin, une partie des ménages (et des émigrés) algériens se transforment de façon épisodique et partielle en importateurs à l'occasion de déplacements à l'extérieur de plus ou moins longue durée (voyages, missions, etc).

Les études et les détachements de longue durée à l'étranger avec les possibilités de « déménagements » sans droits de douane donnent lieu aussi à ces importations occultes, et sont d'autant plus demandés, mêmes s'ils ne bénéficient souvent qu'à une fraction restreinte des postulants.

Au delà des importateurs, se développent des « chaînes » de distribution de marchandises qui y sont plus ou moins directement connectées. Le type de biens offerts dans ces « boutiques », dont une grande partie est localisée dans les marchés et les lieux fréquentés par les femmes, est différent de celui disponible dans les magasins approvisionnés par les circuits officiels.

Quand on parle de « trabendo », on n'évoque en général que la circulation des marchandises et en particulier dans sa face d'importation. Mais, il y a aussi l'exportation, en particulier, de biens à prix plus bas en Algérie, car subventionnés, dans les pays riverains, qui bénéficient ainsi de la redistribution de la rente pétrolière.

Cependant, le terme désigne aussi le change au parallèle. Celui-ci concerne aussi bien les ménages que les entrepreneurs à la recherche de la devise pour se procurer des biens intermédiaires ou d'équipement (entrepreneurs), des biens finals et des services (ménages). L'ensemble des personnes qui s'adonnent à ces pratiques est hors système. Constitue-t-elle une catégorie sociale spécifique ?

L'informel systémique

Nous proposons d'appeler informel *système*, c'est-à-dire propre au système, celui qui résulte de la dualité des prix pour les mêmes biens. Les travaux de Henni l'ont bien mis en relief. Nous-mêmes nous avons aussi attiré l'attention sur ces phénomènes dans des travaux de recherche malheureusement non publiés portant sur le modèle de consommation et effectués pour le compte de Ministères (de l'industrie, du commerce).

Ce type d'informel concerne d'autres catégories sociales :

- d'abord, celles qui ont (eu) accès de façon privilégiée, et donc discriminatoire, parfois de façon répétitive, aux biens et services à prix administrés, fortement en deçà des prix du marché et qui ont en fait commerce, de façon épisodique ou systématique ;
- ensuite, celles qui ont (eu) accès aux « autorisations » et autres « tampons » pour effectuer tel ou tel type d'opérations.

Il a pris des formes diversifiées. Il a été massif pendant la période où la circulation des biens n'était pas régie par des rapports marchands, mais des rapports et des « marchés de situation », selon la juste expression du Professeur A. Henni. Selon le cas, il a totalement ou partiellement disparu avec :

- la libéralisation commerciale interne et externe de l'économie qui permet une meilleure circulation des marchandises importées ;
- la libéralisation des prix qui a mis fin à la dualité des marchés des biens et services en termes de prix.

Durant cette première période, il a existé peut-être d'autres types d'informel, mais ils semblent marginaux par rapport à ceux que nous venons d'examiner et qui sont caractéristiques de cette période.

Le travail à domicile des femmes

Le travail à domicile des femmes, qui a toujours existé, nous semble, selon le cas, soit relever de survivances anciennes, soit enregistrer des transformations sensibles dans le sens d'une marchandisation de ce travail.

Il y a (actuellement) un informel plus caractéristique d'une économie sous-développée de marché. En effet, dans une seconde période, déséquilibres externes et internes, aboutissent à un Programme d'Ajustement Structurel (PAS) qui modifie complètement les règles du jeu et établit une économie « de marché » qui supprime la dualité des prix et des marchés (des produits en particulier), les monopoles étatiques sur l'investissement, l'importation, etc. et instaure l'accès au change des seules catégories commerçantes formelles.

Le contexte économique a totalement changé lui aussi: la phase est marquée par une récession sévère et prolongée. Le désengagement de l'Etat n'a pas entraîné, ipso facto, l'émergence d'une forte classe d'entrepreneurs industriels (même s'il a permis l'émergence de quelques noyaux brimés jusque là), mais d'une couche d'importateurs, s'adonnant à ce que nous appelons « l'import-import » par dérision à la qualification de leur activité « d'import-export » car ce sont tous de purs importateurs (Oufriha 1997). Dans les années 1960, on parlait de bourgeoisie compradore. La politique de stabilisation a fortement réduit la demande globale pour la rendre compatible avec l'offre disponible et surtout pour re-solvabiliser

un pays qui semble être tombé dans la trappe de la dette, par suite d'une gestion idéologique de cette dernière. Le taux de chômage ne cesse d'augmenter. L'informel change fondamentalement de nature et même de signification.

Il y a un fort développement de l'informel de survie constitué de petits boulots à la sauvette d'une population fortement amplifiée par la croissance démographique et marginalisée. C'est le tertiaire de la misère à une échelle élargie.

Il y a peut être des restes ou des survivances d'informel de la période antérieure: exportation et surtout change au parallèle n'ont pas totalement disparus. Nous avons vu, récemment, tout un trottoir d'une rue principale à Sétif occupé par des changeurs informels mais le phénomène existe à la place Port Saïd à Alger, à Mdina Djedida à Oran et dans toutes les autres villes d'Algérie. Le change se fait de main à main sans formalités quelconques. Le taux semble être connu et accepté de tous. Il est fluctuant. Les changeurs informels sont branchés sur les principaux marchés des changes et manifestent une dextérité et une flexibilité remarquables, que l'on ne retrouve pas au niveau des banques.

Il y a aussi (et surtout ?) des activités de toute nature qui relèvent aussi bien du commerce, des services que de la production. Une partie des activités de commerce qui s'effectue sans local est appelée improprement « l'économie de bazar » en Algérie.

Il faut poser l'hypothèse d'un développement (quoique fortement réprimé parfois) d'activités de production sous forme de petite production marchande à façon qui soit déjà sous une forme plus industrielle et travaillant à la série pour le marché.

Une grande partie de cette activité se déroule dans les innombrables « garages » construits récemment et dans ce but explicite. Elle peut être le fait d'un artisan à titre individuel, de membres d'une même famille (dont les fils se déclarent alors au chômage..), ou de patrons et de salariés

Théoriquement libéralisée en matière d'investissement (Code de 1993), l'économie algérienne présente encore des rigidités extrêmes liées :

- à la multiplicité, la complexité, la redondance des procédures pour travailler dans le secteur formel (depuis l'obtention du registre de commerce jusqu'à l'autorisation de l'APSI puis de l'ANDI, les organismes de guichet unique et d'encouragement de l'investissement des jeunes ;
- aux comportements des agents des administrations et des services publics, en particulier à la lenteur des réponses aux demandes et, éventuellement, à la corruption de certains de leurs agents qui bloquent les dossiers ;
- aux causes de nature plus économique (même si elles résultent de dispositions juridiques). Elles peuvent être regroupées sous le titre « fonctionnement du marché du travail ».

- au coût de la main-d'œuvre (en particulier indirect) et, compte tenu d'une faible productivité, sa qualité et son comportement sont à la base de la fuite devant le travail de la part de beaucoup de patrons qui ne déclarent pas totalement ou partiellement leurs ouvriers (Oufriha 2009).

Il faut alors se poser un certain nombre de questions : Qui échappe au registre de commerce ? au fisc ? à la sécurité sociale ? Pourquoi ?

Nous excluons de notre réflexion ceux qui bien qu'installés de façon formelle, dont l'activité est fortement rémunératrice et qui procèdent à l'évasion fiscale par sous, ou non déclaration car, leurs motivations, leur logique de fonctionnement ne sont pas véritablement « informelles ».

Nous attirons donc l'attention sur le développement contrarié d'un informel que nous appelons informel de compétition dans lequel nous rangeons les petites entreprises qui essaient de produire à des coûts plus bas que ceux qui prévalent dans l'économie officielle en Algérie.

- soit pour répondre à une catégorie de la demande, en procédant à une segmentation de cette dernière ;
- soit pour être compétitif avec des produits bon marché provenant de l'extérieur et qui ont inondé le marché algérien suite à son ouverture brutale et rapide.

Il est actuellement nettement plus avantageux d'importer que de produire en Algérie. L'ouverture et la libéralisation par réduction de droits de douane ont été telles que des pans entiers de l'économie productive, publique et privée se sont effondrés.

Certains de ces cas nous ont été signalés par la presse et même la télévision sous la rubrique « fraude », en l'occurrence l'imitation de marques « connues ». Ceci sans compter tous les autres cas possibles.

Une phrase revient comme leitmotiv chez ces « entrepreneurs » : « L'administration ne laisse pas les gens travailler ». La dé-protection forte et rapide n'a pas permis aux entreprises publiques et privées de se mettre à niveau, compte tenu de conditions économiques défavorables de l'utilisation de la main-d'œuvre. A ceci s'ajoutent les actions intempestives d'une administration qui ferme les yeux trop souvent par ailleurs.

Conclusion

Alors que l'Italie, par exemple, a poussé activement le développement d'un informel de compétition lié à l'exportation et fortement enraciné dans un substrat économique, social, et culturel, que la Tunisie a développé un informel à partir des métiers artisanaux traditionnels, et donc une industrialisation diffuse par le

bas, en Algérie, on semble allergique à toute forme d'informel, tout au moins dans les discours, pour les petits revendeurs à la sauvette, en situation de fort chômage, de destruction de l'artisanat traditionnelle, de survalorisation, de l'enseignement général, et donc d'une faiblesse extrême des compétences professionnelles.